

*Les finances*

tions financières multinationales et des banques du monde et, à mon avis, c'est une grave lacune. En effet, ces institutions peuvent influencer sur la situation financière et monétaire dans le monde. J'ai sous les yeux un exemplaire du relevé de la Presse canadienne pour 1971. Il comprend des statistiques qui indiquent la grande puissance des sociétés multinationales, surtout en ce qui concerne leur influence sur la politique monétaire mondiale. Ces statistiques révèlent qu'à la fin de 1971, les sociétés multinationales disposaient de 268 milliards de dollars de fonds liquides à court terme, soit plus du double des fonds liquides à court terme de tous les pays membres du Fonds monétaire international. Permettez-moi de répéter: les sociétés multinationales détiennent plus du double des fonds liquides à court terme de tous les pays membres de cette association.

Voilà la situation des pays membres de cet organisme et qui s'efforcent de résoudre ensemble les problèmes financiers internationaux. Ces statistiques illustrent les politiques de ces gigantesques entreprises internationales et permettent de se rendre compte de leurs effets éventuels sur les balances des paiements et sur les problèmes que posent nos taux d'intérêt et les prix. Malgré cela, on trouve peu de choses dans la déclaration du ministre sur l'attitude que doit adopter la communauté mondiale envers les entreprises internationales. Elle ne dit rien de la réglementation de leurs activités ni de ce qui sera autorisé ou interdit.

On ne soulignera jamais assez que la puissance de ces entreprises est largement responsable d'une forte proportion de l'inflation actuelle. L'expansion des entreprises américaines à l'étranger a eu de graves répercussions sur la balance des paiements des États-Unis. Elle a également des répercussions sur le cours des dollars canadien et américain en le faisant tomber. Elle contribue également à la dépréciation du mark allemand, du franc français et du yen japonais. La cherté des produits importés au Canada en est accrue d'autant. Tout cela est dû aux politiques de ces géants, politiques qu'ils adoptent sans le moindre respect pour l'homme moyen. Ces entreprises décident de leurs politiques à huis clos sans que la majorité des pays puissent exercer la moindre influence.

Mon deuxième sujet de préoccupation concerne le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et autres institutions bancaires qui ne contribuent que très peu au développement des pays du Tiers-Monde. Nombre de ces pays sont contrariés des politiques de nos institutions monétaires internationales. Ce qu'ils désirent, c'est qu'on fasse un effort sensible pour leur assurer une part équitable du commerce des pays développés. Nos banques sont responsables, dans une large mesure, de la situation monétaire internationale. Elles ont conclu des ententes internationales. Elles ont, à proprement parler des milliards de dollars d'engagés dans des placements et avoirs à l'étranger, par exemple aux Antilles et en Europe. Ce sont autant de problèmes qu'il nous faudra résoudre; problèmes graves, d'ordre idéologique pour ainsi dire, que la communauté mondiale devra résoudre si nous voulons réformer le système monétaire.

● (1430)

Troisièmement, que pense le ministre du mouvement qui se dessine actuellement dans le monde en faveur des droits de tirage spéciaux et de l'abandon de l'or comme étalon de change? Il en parle dans son rapport, mais j'aimerais qu'il s'étende davantage sur la question et éclaire davantage la Chambre sur la prise de position du Canada. Il ne faut surtout pas oublier, lorsqu'il s'agit du

[M. Nystrom.]

développement du Tiers-Monde, que l'apport des pays pauvres dans la politique financière du monde est bien mince. Il importe pour nous d'en savoir davantage sur la prise de position du ministre au sujet des droits de tirage spéciaux.

Enfin, je le répète, il importe de résoudre les problèmes monétaires à l'échelle mondiale, vu que l'instabilité engendre une bonne part de l'inflation au pays et c'est justement à cause de cela que nous n'avons pas la haute main sur notre économie et que nous ne savons pas prendre toutes les décisions que nous devrions prendre si nous voulons diriger notre économie chez nous. Enfin, je tiens à signaler que la situation internationale et l'inflation venant de l'étranger ne doivent pas être une excuse pour ne rien faire alors que nous devrions maîtriser l'inflation et l'économie au Canada. Nous saurons nous attaquer à quelques-unes des compagnies multinationales. Notre pays produit de l'énergie, du bois d'œuvre, du cuivre, du fer et de l'acier et nous pourrions régir, dans une large mesure, le prix de bon nombre de ces produits de chez nous si nous avions assez de cran pour nous attaquer à certaines compagnies multinationales et certains cartels internationaux.

Ce sont là autant de choses que nous entreprendrions au pays si le ministre se décidait à agir au lieu d'assister à une conférence financière internationale en se disant: «Ma foi, voilà un problème difficile auquel nous ne pouvons remédier.» Il y a beaucoup de ces choses que nous pourrions entreprendre. Nous pouvons établir des contrôles de change sur nos taux d'intérêt si nous voulons que ces taux baissent. Nous pouvons rendre certaines politiques de placements obligatoires. Voilà autant de choses que nous pourrions entreprendre au pays et que nous devrions également proposer aux pays de la communauté internationale. Je ne suis pas satisfait et je suis convaincu que les Canadiens ne le sont pas non plus. J'exhorte le ministre à aller de l'avant et à prendre des mesures positives et décisives en vue de réformer le système monétaire mondial afin que les pays pauvres, le Canada et les citoyens moyens en tirent les meilleurs avantages et non pas les institutions monétaires internationales.

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances (M. Turner) a établi assez clairement la faillite à peu près totale du Fonds monétaire international. Au fait, il a assisté à deux réunions, l'une à l'intérieur du Commonwealth des nations, et l'autre, groupant les représentants des divers pays du monde réunis en Afrique, et aux deux endroits le ministre a constaté, comme ses collègues de ces réunions le constataient eux-mêmes d'ailleurs, que le système doit être réformé.

On entend parler d'une réforme monétaire du Fonds international. On ne sait plus où donner de la tête, on se perd en conjectures de toutes sortes. L'inflation est en train de dévorer les nations les unes après les autres, et on parle de réforme monétaire sans toutefois établir clairement les lignes et les structures d'une réforme nécessaire. Monsieur l'Orateur, en 1944, lors de la conclusion des Accords de Bretton Woods, les députés créditistes d'alors, avec Solon Low et John Blackmore, luttaient contre ces accords, décrivant à ce moment-là exactement ce qui arrive aujourd'hui au Fonds monétaire international.

Je dis que la Banque mondiale constitue à ce jour une faillite complète, ce qui prouve hors de tout doute l'incapacité de cet organisme de maintenir une croissance économique constante dans les pays qui en font partie ou qui sont unis sous son égide. Monsieur l'Orateur, je disais tantôt que tous les pays du monde souffrent de l'inflation. Ici, au Canada, nous la connaissons; des gens nous propo-